



Extract of FSU-95 Val d'Oise

<http://fsu95.fsu.fr/Les-retraites-dans-l-action-le-19.html>

Les retraités dans l'action le 19 octobre.

- actualité2018 - Actualité -

Publication date: lundi 18 octobre 2010



Copyright © FSU-95 Val d'Oise - Tous droits réservés

F.S.U.95

Les retraités dans l'action le 19 octobre.

Automne 2010 : La loi sur les retraites, le projet de budget, le PLFSS ...

De nouvelles régressions pour tous : salariés, actifs et retraités.

Différents projets menacent de nouveau le pouvoir d'achat des pensions qui risque de baisser même si la pression syndicale en a pour l'instant fait reculer certains :

Cotisation solidarité de 0,3%. proposée par les parlementaires UMP pour financer la dépendance.

- * Projet d'alignement de la cotisation CSG/RDS sur celle des actifs.
- * Menace de suppression de l'abattement de 10 % pour les impôts.
- * Le rapport Rosso-Debord sur la dépendance prévoit la mise en place d'une assurance obligatoire à partir de 50 ans pour tous, y compris les retraités, récupération (partielle) de l'APA sur le patrimoine et l'exclusion de centaines de milliers de retraités de l'APA.

La vigilance s'impose donc pendant le débat sur le PLFSS.

L'inflation relevée aujourd'hui atteint déjà 1,6% et après un relèvement de 0,9% au 1er avril en 2010, en retard par rapport à la réalité de la hausse des prix, le gel des salaires et des pensions est programmé pour 2010 et les années à venir.

La loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) prévoit encore d'augmenter les forfaits, de diminuer les remboursements, de taxer de 3,8% les mutuelles qui répercuteront ce prélèvement sur les cotisations.

Les projets sur la perte d'autonomie se placent dans le cadre assurantiel et non celui d'une construction solidaire fondée sur les services publics.

Le Conseil des prélèvements obligatoires (annexe de la Cour des Comptes) annonce que les entreprises françaises bénéficient d'exonérations fiscales et sociales trop nombreuses, peu efficaces et coûteuses, à hauteur de 172 milliards d'euros (41% du budget de la France) par an et ces allègements ne contribuent pas à la création globale d'emplois nets.

Il est donc clair que les projets gouvernementaux visent essentiellement à peser encore davantage sur la rémunération du travail, salaires et pensions, et à remplacer les solidarités collectives par l'assurance individuelle, facteur d'aggravation des inégalités.

Aux côtés des actifs, les retraités défendent et défendront leurs intérêts communs.